



Union Départementale

engagée, solidaire

Communiqué de Presse

Lyon, le 24 Octobre 2023

Depuis 10 jours, la population de Gaza subit des frappes terribles faisant suites aux tragiques évènements survenus en Israël et en Palestine. Au massacre de centaines de civils israéliens par le Hamas, succède le massacre de centaines de civils palestiniens par l'armée israélienne, alors qu'ils étaient déjà soumis aux bombardements, à l'enfermement et à l'occupation depuis des années. Dans cette zone où les impérialismes jouent de leur influence, ce sont bien les peuples qui en payent les frais.

En une dizaine de jours, à Gaza, plus de 3000 civils dont près de 1000 enfants, ont payé de leur vie cette escalade de la violence aveugle. On annonce désormais comme inéluctable une catastrophe humanitaire majeure : un million de personnes est conduit à se déplacer sur un territoire de 40 kilomètres de long ceint par un mur et des miradors de 10 mètres de haut sur trois côtés et par la mer sur le quatrième. Les réserves d'eau et de nourriture ne permettent à cette population de tenir désormais que quelques jours. L'accès aux soins et à l'électricité est presque impossible aujourd'hui.

La réponse au terrorisme ne peut en aucun cas être celle de la punition collective du peuple palestinien. D'autant que le gouvernement israélien porte une lourde responsabilité dans la situation actuelle.

Rappelons également que de part et d'autre, des pacifistes œuvrent pour une paix juste et durable, depuis trop longtemps attendue.

Plus de 200 civils israéliens, dont un certain nombre de militants anticolonialistes, restent otages dans la bande de Gaza et plus d'un million de civils palestiniens sont poussés à un exode forcé sous les bombardements d'une intensité inouïe de l'Etat d'Israël.

Tout ceci n'est que la conséquence de rapports de force qui dépassent largement les intérêts des peuples.

Les positions prises par notre gouvernement, sur la scène internationale, comme vis-à-vis des initiatives et manifestations organisées sur notre territoire dans les derniers jours, sont intolérables.

A Lyon, l'interdiction des rassemblements de solidarité avec les populations civiles meurtries par le conflit est inacceptable ! Les réactions de M. Wauquiez, Président de la Région Auvergne Rhône Alpes, sont autant d'appel à la haine qu'il est impératif de faire cesser immédiatement.

Les classes dirigeantes et les gouvernements, ainsi que les mouvements réactionnaires qui les servent, cherchent à exacerber les contradictions plutôt qu'à souligner les intérêts communs qui rassemblent les peuples. Les gouvernants font payer le prix fort aux civils et aux travailleurs à travers leurs volontés impérialistes belliqueuses alors qu'ils devraient être à l'œuvre pour chercher une solution juste et durable aux conflits.

Aucun drame ne peut et ne doit être récupéré à des fins politiciennes et sécuritaires : la CGT œuvre pour un cessez-le-feu immédiat, la libération des otages, la fin de la colonisation et l'ouverture d'un processus de paix juste et durable entre Israéliens et Palestiniens.

L'UD CGT 69 exige que tout soit mis en œuvre pour venir en aide aux populations civiles.

La CGT travaille actuellement à la construction d'un arc de forces le plus large possible en faveur d'un cessez-le-feu immédiat et d'une paix juste et durable pour cette région du monde.

L'UD CGT 69 adresse, une fois encore, tout son soutien aux milliers de victimes israéliennes et palestiniennes. Elle continuera à agir pour la paix et pour la reconnaissance pleine et entière de l'État de Palestine.